

**LE
SOCIALISME
POUR
AUJOURD'HUI**



2 F.

Le parti qui gouverne la France commence à douter de son avenir. Depuis dix ans il n'avait cessé de progresser, gagnant des voix à chaque élection, étendant chaque année son emprise à tous les niveaux de l'appareil d'Etat. En mai 1968, il avait failli être jeté à terre mais il était finalement sorti renforcé de la crise. Loin de l'affaiblir, l'éloignement puis la mort de son fondateur l'avaient comme libéré : il a alors bénéficié du soutien et de l'alliance d'hommes qui l'avaient jusque-là combattu. Sa position semblait inexpugnable.

Et pourtant, le voici incertain, hésitant, déchiré par ses contradictions. L'évolution de la situation économique l'oblige à abandonner le masque qui le protégeait et à apparaître *comme une force essentiellement conservatrice*. Jusque-là, le gouvernement avait, en liaison étroite avec le patronat, utilisé une certaine dose d'inflation pour mener son jeu social. Cette période n'est pas encore close mais la page de la « nouvelle société » est bien prête d'être tournée. Car le gouvernement a beau répéter que l'inflation est un fait international, il doit constater son impuissance à la maîtriser.

C'est que *l'inflation*, qui caractérise la situation présente du monde capitaliste, est par bien des aspects *différente* des phénomènes que nous avons connus dans le passé. Les incitations permanentes que la société de consommation exerce sur les masses ont maintenant un effet de boomerang. Sans doute le besoin de services — santé, transports, loisirs, enseignement, etc. — tend progressivement à l'emporter sur le besoin d'objets de consommation. Mais parce que le secteur des services est celui où la productivité joue le moins, il est aussi

celui où la faiblesse du capitalisme est la plus évidente.

Depuis plusieurs mois, les travailleurs constatent le durcissement des positions patronales et gouvernementales. Les luttes deviennent plus difficiles *mais le mécontentement s'accumule*. Il ne porte pas seulement sur les problèmes de pouvoir d'achat mais sur les conditions de travail et de vie. Particulièrement significatifs sont les *mouvements plus ou moins spontanés* qui touchent à l'habitat, à la consommation, aux loisirs, à la vie culturelle, mouvements que les forces politiques parviennent difficilement à exprimer.

Il serait cependant erroné de considérer que ces forces n'ont plus de rôle important à jouer. Car si les masses populaires savent parfaitement que les institutions parlementaires ne représentent plus la source principale du pouvoir, il n'en est pas moins vrai qu'elles ne se satisfont pas des projets à trop long terme, qu'elles cherchent, parce qu'elles en ont besoin, des changements proches et qu'elles sont prêtes à appuyer ceux qui les leur font entrevoir.

C'est pourquoi elles sont sensibles à la perspective d'une nouvelle coalition des partis de la gauche. Et c'est aussi pourquoi l'éventualité d'une victoire de l'opposition en 1973 peut être considérée comme une hypothèse vraisemblable.

La faiblesse actuelle des programmes de la gauche, leur inadaptation aux nouvelles réalités économiques et par-dessus tout les contradictions qui, dans le domaine de la politique internationale comme dans celui de la politique intérieure, opposent les partis entre eux ne constituent pas un obstacle déterminant à cette victoire. La gauche pas plus que la droite n'a besoin d'un

programme cohérent pour remporter un succès électoral.

Ce qui est vrai, c'est qu'une coalition qui ne dispose pas d'un tel programme se trouve à la merci du pouvoir réel concentré autour des grands intérêts économiques et de la haute administration. Situation normale pour la droite, catastrophique pour la gauche et particulièrement pour la gauche française qui n'a jamais su choisir entre le management moderne, à la suédoise, de la société industrielle et la transformation révolutionnaire de cette société. Si l'on ajoute le fait qu'une future expérience de gauche sera vraisemblablement tributaire d'un appui centriste, c'est-à-dire bourgeois, comme le Front populaire le fut de l'alliance radicale et les gouvernements de la libération de la participation du M.R.P., il est facile de prédire le probable échec de cette expérience. *Mais la politique n'est pas faite de prédictions. Elle se construit à partir de l'action, du combat, de l'utilisation de toutes les circonstances favorables.*

Les élections sont à elles seules incapables d'aboutir à une transformation radicale de la société. Mais la bataille électorale peut modifier le rapport des forces entre le capitalisme français et ses adversaires, et ses résultats peuvent, à leur tour, favoriser le développement de grandes luttes sociales.

Ce qui a fait la faiblesse des tentatives de la gauche dans le passé, c'est d'une part, l'incapacité de mettre à profit les possibilités ouvertes par ces luttes sociales, de prendre appui sur elles pour atteindre un point de non-retour et d'autre part l'absence d'un véritable programme de transition vers le socialisme. *Pas de lien profond entre l'action gouvernementale et l'action des masses*

et pas de lien entre les buts socialistes toujours affirmés et la pratique gouvernementale quotidienne.

Le scepticisme provoqué par ces échecs du passé ont conduit certains militants à établir une distinction entre les luttes sociales menées « à la base » qui seraient par définition révolutionnaires et les luttes politiques conduites par les « états-majors » qui seraient automatiquement réformistes. Cette position est erronée. Une situation révolutionnaire ne naît pas de la synthèse des différentes revendications de base — qui sont parfois contradictoires et souvent purement réformistes — *mais de la rencontre d'une série de facteurs historiques d'ordre économique, social, idéologique et politique.* La crise de mai 1968 a montré ce que dans notre pays et à notre époque pouvait être une telle rencontre et aussi à quel point les organisations de la gauche, y compris celle de la gauche révolutionnaire, étaient peu préparées à maîtriser l'événement.

La confusion ne s'est pas dissipée depuis mai 1968. En un sens, elle s'est même aggravée. Nous avons assisté d'une part à l'apparition d'une mythologie ouvriériste ou populiste développée par des groupes d'intellectuels et d'autre part à une résurgence des vieux thèmes du Front populaire.

Mais l'insuffisance, la faiblesse, l'irréalisme de ces projets et de ces analyses ont provoqué une réaction salutaire. De plus en plus nombreux sont les militants qui veulent voir définis d'une manière concrète et sérieuse les objectifs de leur combat. Ils comprennent que le passage au socialisme ne peut s'opérer d'un seul coup, qu'en dehors même de l'existence d'un secteur privé, les rapports sociaux et économiques de type capitaliste survivront

encore un temps au sein de la société de transition. Mais ils se demandent comment peut être renversé d'une façon durable l'actuel rapport des forces, autrement dit comment peut être assuré le passage de la prédominance des structures et des comportements capitalistes à la prédominance des structures et des comportements socialistes.

Le grand mouvement qui à partir de la fin des années 1960 a commencé à secouer la vieille société en Europe comme en Amérique ne doit pas devenir objet de commerce pour fabricants de postiches révolutionnaires. Il doit donner force et vigueur à un *programme réalisable*, c'est-à-dire tenant compte des contradictions au milieu desquelles s'opérera nécessairement la transformation socialiste.

Nous retrouvons la démarche entreprise à la veille de ce mouvement par *le courant du renouveau socialiste*, courant qui avait su dépasser les analyses traditionnelles du capitalisme comme celles du socialisme autoritaire et qui avait formulé un certain nombre de propositions originales sur la planification démocratique, le rôle des travailleurs dans l'entreprise, la décentralisation régionale, la qualité de la vie, mais aussi sur les parades à l'éventuelle fuite des capitaux et à la transformation du Marché commun, etc. Certaines de ces propositions sont toujours valables, d'autres se révèlent insuffisantes ou ambiguës.

Ce qui demeure, en revanche, profondément actuel, c'est la nécessité de lier la *dynamique unitaire*, telle qu'elle s'exprime dans les organisations, leurs programmes et leurs accords à la *dynamique des groupes sociaux*, en tenant compte notamment des changements qui interviennent dans la classe ouvrière, dans la paysannerie, dans les couches techniciennes et intellectuelles ainsi

que parmi les sacrifiés et les oubliés de la société industrielle.

C'est dans cette voie qu'il faut continuer.

La transformation de la société française n'est possible que si se produit la rencontre d'une série de révoltes, de revendications et de propositions. Pour réaliser cette rencontre il ne faut pas se situer en dehors des données politiques réelles. Opposer dans les circonstances présentes la perspective d'un *front révolutionnaire* à celle de *l'union de la gauche* revient à *abandonner l'initiative* aux éléments qui ne veulent pas ou ne peuvent pas assurer la transition vers le socialisme, à *isoler* une partie des militants les plus combattifs, à couvrir derrière des phrases creuses *la résignation à un nouvel échec* de la coalition populaire, échec dont on espère naïvement qu'il ouvrira « cette fois » les yeux aux travailleurs.

Nous nous refusons à jouer perdants, nous rejetons le purisme de l'impuissance. Les traits contradictoires et, par certains côtés, équivoques de l'expérience qui peut intervenir ne provoquent pas en nous le moindre découragement. Nous y voyons la possibilité d'un *dépassement* auquel nous voulons dès maintenant travailler.

Nous entendons agir dans le contexte historique qui est le nôtre et qui n'est ni celui de l'insurrection d'Octobre ni celui de la Révolution chinoise. Nous sommes particulièrement sensibles à la nécessité de *tenir compte de l'environnement international et d'assurer, sous de nouvelles formes, l'expansion économique.* Aucun système démocratique ne peut, en effet, longtemps résister à la pénurie, au rationnement, à la baisse du niveau de vie. C'est ce qui rend les problèmes de la transition particulièrement difficiles et délicats, car une classe déposé-

sédée ne facilite jamais la tâche de ceux qui ont brisé son pouvoir. C'est pourquoi il faut agir à la fois sur les contradictions qui existent au sein des milieux intermédiaires et sur l'intérêt que les couches techniciennes peuvent avoir à une élimination du parasitisme capitaliste.

Il ne s'agit pas, pour l'essentiel, d'établir des compromis. Il faut avant tout faire apparaître à travers un projet unificateur les *changements immédiatement possibles*, rendre sensible l'image de la société à construire. Car il s'agit bien effectivement de *transformer la vie* et non simplement de modifier des structures matérielles.

On se trompe soi-même et on trompe les travailleurs lorsqu'on prétend que ces changements peuvent rapidement aboutir à la suppression de la division entre tâches de direction et tâches d'exécution, entre travail manuel et travail intellectuel, à la liquidation des rapports marchands, à l'exercice de la démocratie directe à tous les niveaux, à l'égalité des revenus et à la suppression du salariat.

Par contre, on ne ment pas lorsqu'on affirme que dans les dix ou quinze prochaines années, les travailleurs pourront *non seulement contrôler la gestion* de leur entreprise, mais prendre une part déterminante à *l'élaboration des plans économiques* et — ce qui est non moins important — à la répartition du revenu social. De même qu'il serait possible pour chaque homme et chaque femme *d'organiser librement sa vie de travail et sa vie de loisir*, de changer plusieurs fois de métier et de reprendre à plusieurs reprises des études, quitte à effectuer à un certain moment, pour le compte de la collectivité, les tâches réputées les plus pénibles. De même

qu'il serait possible pour chaque citoyen d'intervenir plus directement dans les affaires de sa ville et de participer à la *construction collective de son cadre de vie*.

Tout ce que les structures et les comportements capitalistes rendent illusoire deviendrait réalisable à partir du moment où l'emporteraient les structures et les comportements socialistes. Comment assurer le passage d'une situation à l'autre ? C'est ce que tendent à préciser les orientations que nous soumettons aujourd'hui à l'opinion populaire comme à tous les formations et à tous les militants du socialisme.

I. L'ALTERNANCE DU TRAVAIL, DE L'ÉTUDE ET DU LOISIR

A la question «Voudriez-vous avoir plus de loisirs ou gagner plus d'argent?», ceux des salariés qui ont la possibilité de faire un choix, c'est-à-dire ceux qui sont parvenus à un certain niveau de rémunération, répondent qu'ils préféreraient avoir davantage de loisirs.

Aussi la *réduction de la durée du travail* figure-t-elle avec *l'augmentation immédiate des bas salaires* au programme de toutes les organisations politiques et syndicales de la gauche. Mais cette question est généralement abordée d'une manière fragmentaire, à travers une série de revendications chiffrées — les quarante heures, la retraite à soixante ans, etc. — qui définissent les réformes que le combat social imposera, à plus ou moins longue échéance, dans toutes les sociétés industrielles avancées et non *les changements qualitatifs* que la victoire du socialisme permettrait d'obtenir.

Nous sommes déjà loin du temps où la bourgeoisie ne pensait pas que les

travailleurs puissent avoir droit à des congés payés et qu'un jour viendrait où tous les enfants iraient en classe jusqu'à seize ans. Les bouleversements provoqués par le développement accéléré des sciences et des techniques ont entraîné un changement dans les mentalités et les comportements. Les classes dominantes ont compris que la science intervenait désormais en tant que force productive, qu'il était vain de s'opposer à un enseignement de masse et que la fréquence des reconversions et des recyclages posait le problème de la formation permanente. Elles ont dès lors cherché à assimiler et à intégrer des phénomènes qu'elles ne pouvaient éviter ou enrayer.

L'effort d'adaptation du néo-capitalisme a eu pour résultat la ruine de l'ancienne université libérale mais aussi la création de nouveaux déséquilibres, l'apparition de nouvelles inégalités et la mise en place de nouveaux mécanismes de sélection. Le cadre a changé mais le système est demeuré fidèle à sa logique. *L'objectif du socialisme est de faire surgir une autre logique, à partir des mêmes bases scientifiques et techniques.*

Cette logique est généralement définie comme étant celle de *l'égalité des chances*. Encore faut-il préciser le sens et la portée de cette formule.

La gauche lui a, en effet, donné pendant longtemps un contenu très restrictif. Il s'agissait pour l'essentiel de permettre aux enfants des pauvres de se présenter aux examens et aux concours avec autant de chances que les enfants des riches. On a, dans ce but, réclamé davantage de crédits, de maîtres et de locaux, puis on a préconisé l'extension d'un « tronc commun » qui, en retardant l'heure des choix, donnerait la possibilité de compenser au maximum les handicaps initiaux.

Les motivations étaient incontestablement progressistes. Il s'agissait de substituer les critères universitaires à ceux de la fortune. Cela paraissait difficile dans le cadre d'une société dominée par la puissance de l'argent, mais on espérait précisément que la nationalisation des moyens de production mettrait fin à cette domination. On ne se posait pas la question de savoir si la nouvelle hiérarchie sociale n'allait pas donner naissance à une nouvelle classe dirigeante qui trouverait, elle aussi, les moyens de se perpétuer. Et pourtant l'exemple des pays communistes était à cet égard particulièrement instructif

Il est vrai qu'il était difficile de tracer d'autres perspectives tant que les effets de la révolution scientifique et technique ne s'étaient pas fait sentir.

Il fallait que le nombre des connaissances à acquérir augmente avec une extraordinaire rapidité, mais aussi qu'une partie de ces connaissances soit non moins rapidement dépassée pour qu'on découvre *l'impossibilité de limiter le temps des études à une période déterminée de la vie*. On ne peut plus respecter la division traditionnelle entre l'âge des études qui serait celui de l'enfance et de l'adolescence, l'âge du travail qui s'identifierait à la vie adulte et l'âge du repos qui se confondrait avec celui de la retraite.

Il fallait que les études sociologiques soient poussées assez loin pour qu'on mette à jour tous les mécanismes de *ségrégation sociale* qui jouent à l'intérieur d'un système d'enseignement qui ne parvient pas à compenser les avantages donnés par le milieu familial et l'éducation d'ambiance. A un travail égal correspondent presque toujours des résultats inégaux.

Il fallait que se développe l'influence des mass-media et des moyens

audio-visuels pour qu'on comprenne que la télévision pouvait avoir presque autant d'influence que l'école.

Il fallait que des millions de jeunes accèdent à l'enseignement secondaire et supérieur pour que soit ressenti avec autant de force le caractère insupportable des *tâches monotones* que la société industrielle réserve à la majorité d'entre eux.

Il fallait enfin que les progrès de la médecine fassent apparaître à la fois les possibilités de prolongation de l'existence et l'inégalité des « espérances de vie » selon les travaux et les métiers pour que s'imposent et la nécessité des mutations professionnelles et celle des *interruptions dans la vie de travail*.

Pour donner un contenu plus riche et plus réel à la notion d'égalité des chances, il faut partir de l'ensemble des inégalités existantes, celles qui viennent de l'héritage social et culturel comme celles qui résultent des différences d'appétit, de caractère et de talent. Personne ne doit se voir fermer de portes au départ. Mais il est évident qu'il n'est pas donné à chacun de devenir ingénieur atomiste, chirurgien, chef de laboratoire, écrivain ou cinéaste. Sans doute peut-on déjà imaginer une époque où la cybernétisation libérera l'homme de ses fonctions directes d'exécution, de manutention et de manipulation, où le temps de loisir dépassera largement le temps de travail et où la science maîtrisera non seulement les conditions de la reproduction de la vie mais celles du développement de l'intelligence. Mais le futurisme n'est souvent qu'une manière de fuir la réalité. Dans la période historique qui est devant nous, le problème est de permettre au plus grand nombre de vivre une vie *épanouissante* qui n'exclut pas, à un moment ou à un autre, l'accomplissement de

tâches difficiles et ingrates mais *qui favorise les évolutions et les reconversions et surtout qui ne réduise personne au rôle de spectateur passif, qui forme des êtres libres capables de participer à la gestion de la société au lieu de la subir*.

Cela implique en premier lieu une *remise en cause fondamentale du système d'enseignement*.

Les enfants doivent pouvoir acquérir une formation de base rendant possible l'assimilation rapide des connaissances nouvelles. L'existence d'un « tronc commun » est nécessaire, mais il faut le concevoir avec le maximum de souplesse, permettre le choix d'options aussi variées que possible pour ne pas abaisser l'enseignement général au niveau des plus faibles, et pour éviter que les retards scolaires deviennent un mécanisme normal de sélection. Cet objectif suppose une restructuration des méthodes et du contenu de l'enseignement du stade préélémentaire au stade universitaire. Il suppose aussi une formation des maîtres tenant compte de la perpétuelle évolution des matières qu'ils enseignent et de la nécessité de ne pas séparer l'appropriation du savoir de la pratique de la recherche scientifique et pédagogique. Une action prioritaire devra être engagée contre les inadaptations et les handicaps par le développement concerté des moyens pédagogiques de soutien et des mesures sociales qui doivent les accompagner.

A chaque niveau d'enseignement, la formation générale doit être complétée et prolongée par une formation technique et professionnelle. Nul ne doit quitter l'école ou l'université sans posséder un métier. Inversement, nul ne doit quitter l'école ou l'université sans disposer d'un « chèque en blanc » lui permettant de chercher plus tard, en prenant appui sur le système d'ensei-

gnement, une réorientation ou un perfectionnement. Il importe, en effet, que *la formation permanente dépasse le cadre des adaptations professionnelles et vise au développement culturel.*

Mais l'école reflète inévitablement les contradictions de la société. Aussi faut-il lier les transformations qui la concernent à celles qui doivent être opérées dans l'ensemble de cette société. Si celle-ci demeure ce qu'elle est aujourd'hui, la recherche des connaissances générales risque d'être étouffée par le seul recyclage professionnel et ce recyclage lui-même dépendra *uniquement* des possibilités immédiates du marché du travail.

Mais il ne suffit pas que les structures capitalistes disparaissent pour que l'école soit automatiquement transformée. Le système d'enseignement peut aider aux changements nécessaires mais il peut aussi prolonger la vieille société dans la nouvelle, saper ou corrompre celle-ci. Le socialisme autoritaire a été sensible à ce danger. Il a cru le conjurer en imposant un enseignement idéologique qui est devenu rapidement une entrave à la libre recherche et n'a servi qu'à consolider les privilèges bureaucratiques. Le socialisme démocratique, qui ne confond pas démarche scientifique et démarche idéologique, devra procéder d'une autre manière. Il lui faudra ouvrir *l'école sur la société nouvelle*, opérer un brassage du corps enseignant et des travailleurs professionnels susceptibles d'enseigner, *lier l'école aux activités de la démocratie locale, décentraliser la gestion universitaire et développer les expériences pédagogiques.*

Les effets de ces transformations ne peuvent cependant se faire sentir que progressivement. Or il est nécessaire que le pouvoir socialiste crée *très vite*

un nouvel état d'esprit dans le pays, que les travailleurs sentent que la promesse d'une vie différente ne concerne pas seulement le futur.

Pour cela, il faut commencer par s'attaquer à un problème grave et difficile : *celui des travaux les plus pénibles et les plus monotones.* Nos classes dirigeantes le « résolvent » en faisant venir des centaines de milliers de travailleurs étrangers, en transformant en O.S. une partie de la jeunesse rurale et en exploitant la main-d'œuvre féminine non qualifiée. Le pouvoir socialiste ne peut être hostile ni à l'immigration des étrangers, ni à la reconversion des jeunes paysans, ni au travail féminin. Mais il doit remettre en cause la formation de ce sous-prolétariat qui, par sa seule existence, place le reste des travailleurs dans cette position de faux privilégiés qui était déjà celle des ouvriers européens dans le monde colonial. L'augmentation massive des bas salaires peut naturellement modifier la situation. Mais il faut aller plus loin. Tous les garçons et les filles devront à un moment choisi *par eux*, en fonction de leurs études et selon des modalités à déterminer, effectuer un *service national* (remplaçant pour les hommes le service militaire obligatoire) qui leur fera accomplir une partie des tâches pénibles ou monotones réservées jusque-là au sous-prolétariat.

L'établissement de ce service national devra être accompagné d'une véritable *restructuration des forces disponibles.* Une réduction substantielle de la durée du travail n'est possible que si le pourcentage de la population active par rapport à la population globale ne tombe pas en dessous du pourcentage actuel qui est déjà faible (41,5 %). La réalisation de cet objectif ne doit pas empêcher un nouvel allongement de la

durée des études secondaires, mais elle milite en faveur d'études universitaires plus courtes. Elle ne s'oppose pas à une amélioration du système des retraites mais elle oblige à ne pas appliquer les mêmes mesures à tous. Elle conduit enfin à poser le problème des oisifs et aussi celui des millions de femmes qui n'ont pas ou qui n'ont plus d'enfants à élever mais que leur qualification professionnelle insuffisante et les discriminations dont elles sont souvent l'objet éloignent du travail productif.

La solidarité populaire qui doit se manifester dans toutes ces occasions a pour corollaire le développement d'une politique des loisirs — qui constitue elle-même l'un des aspects essentiels de la *politique culturelle* — et d'une *politique de la santé*. Il s'agit non seulement de réaliser des centres publics de soins à échelle humaine et de renforcer la médecine préventive mais de faire en sorte que toute la vie dans le travail, le loisir, la cité se déroule à l'abri des traumatismes mentaux et des déséquilibres sociaux que secrète la société industrielle capitaliste.

II. LA RECONQUÊTE DU CADRE DE VIE

L'environnement, le cadre de vie, la lutte contre les nuisances, sont des thèmes de grandes actualités, voire des thèmes à la mode. Ils font l'objet de déclarations officielles et d'une multitude d'articles à sensation. Un nouveau mythe risque de recouvrir des réalités qui ont été justement dénoncées par de nombreuses personnalités scientifiques.

La plupart des mesures prises et des solutions proposées tendent à ralentir la destruction du cadre naturel, à réduire

certaines pollutions et à canaliser le mouvement d'urbanisation. Il serait démagogique de rejeter avec mépris toutes ces tentatives. Certaines méritent d'être soutenues, car elles contribuent à éviter le pire. Mais il ne peut s'agir que d'expédients tant que l'urbanisation et l'aménagement de notre cadre de vie demeure *un vaste champ de profit pour le capitalisme*.

Celui-ci exploite les travailleurs, non seulement au sein des entreprises, mais également dans la façon dont il les loge, dont il les transporte, dont il leur dispense des loisirs. Parce qu'il n'est plus en mesure d'imposer des prix élevés pour les produits qui sont soumis aux lois du marché international, le capital financier cherche à réaliser des profits additionnels dans les secteurs où les besoins sont considérables mais où la concurrence étrangère ne peut guère s'exercer : c'est le cas pour tout ce qui touche au logement et aux services urbains.

La *spéculation foncière* et la construction sont en France le terrain de chasse du capitalisme le plus rapace et le plus paresseux. Celui-ci est aidé par le parti au pouvoir qui, après avoir favorisé ou couvert les opérations les plus scandaleuses, a entrepris une véritable *destruction de la notion de service public*. Au nom d'une « rentabilité » qui ne tient pas compte des avantages laissés aux entreprises capitalistes et qui minimise de plus en plus la responsabilité de l'Etat à l'égard des usagers, on cherche à imposer l'idée que « le privé est capable de faire mieux que le public ». Les autoroutes et le téléphone ont été les premiers objectifs de cette offensive qui vise maintenant aussi bien les transports que la production d'énergie. On assiste dans le même temps à la mise en place de « technostructures »

où se retrouvent les représentants des grandes entreprises, ceux de l'affairisme foncier et immobilier, des hauts fonctionnaires et un certain nombre de politiciens du parti gouvernemental.

Les *collectivités locales* tentent parfois de résister. Mais la plupart des communes sont de trop faibles dimensions pour que cette résistance soit efficace et, là où des organismes d'agglomérations ont été constitués, ils ont trop tardé à se doter d'un véritable instrument de planification urbaine. De toute manière, les règles administratives protègent davantage la propriété et l'initiative privées que les intérêts collectifs.

La spéculation ne s'est pas seulement attaquée aux cités. Elle a mis la main sur les loisirs en développant les stations de sports d'hiver et en couvrant le littoral de constructions qui le plus souvent le défigurent.

Pour créer ses villes-dortoirs dépourvues d'équipements collectifs valables et ses villes de vacances où la pierre et le béton remplacent les arbres, le capitalisme n'a pas hésité à rentabiliser au lieu de préserver, à concentrer au lieu de dédensifier, à banaliser au lieu d'embellir. Le modèle de société qu'il propose est fondé sur le profit, le développement de l'instinct de propriété et l'isolement social.

C'est ce modèle que rejette le socialisme. Celui-ci doit repenser entièrement le problème de la relation entre la ville et la campagne, entre le logement et le lieu de travail, entre l'industrie et l'agriculture en tenant compte autant des besoins des citoyens que des nécessités économiques.

La maîtrise des sols par la collectivité, sous forme d'appropriation par des Offices fonciers d'Agglomération, de réserves foncières ou de droit de pré-

emption, associée à la création d'un *Service national de l'Habitat*, est un préalable indispensable à toute maîtrise par les travailleurs de leur cadre de vie.

Il n'est pas question de contester la priorité déjà acquise d'un appartement ou d'une maison individuelle, mais il est indispensable de mettre en cause la propriété des sols urbains ou susceptibles d'être urbanisés. Les modalités de réalisation de cette appropriation collective dépendent évidemment des circonstances et des rapports de force. Mais le principe doit être à la base de toute politique socialiste du cadre de vie.

Les collectivités locales doivent disposer de moyens techniques (ateliers d'urbanisme, bureaux d'études pluridisciplinaires...) afin de maîtriser leur développement ainsi que de moyens financiers importants. La ville doit intégrer tous les aspects de la vie humaine : emplois, logements, culture...

En matière de *logement*, il faut briser la discrimination par l'argent qui se double au surplus d'une discrimination selon l'âge (foyers de vieux, foyers de jeunes travailleurs) et selon la race (travailleurs immigrés).

En matière de *transports*, les objectifs à atteindre sont l'intégration du temps de transport dans le temps de travail et la priorité des investissements dans les transports en commun.

En matière d'*environnement*, il convient de procéder à une appropriation collective du sol forestier, des bords de mer, des lacs et des rivières. Il convient aussi d'obliger les industriels à prendre les mesures permettant de supprimer les nuisances diverses (fumées, rejet des déchets ou des eaux usées sans traitement préalable...).

En matière de *loisirs*, les aménagements touristiques, notamment le tourisme familial et populaire, doivent être développés en respectant, et dans certains cas, en reconstituant les sites, en limitant sinon en interdisant sur de nombreux espaces la circulation automobile.

Mais pour promouvoir un urbanisme apte à exprimer les besoins collectifs des travailleurs et des usagers, il faut régénérer une démocratie locale qui ne saurait être limitée à la démocratie de délégation.

Les *usagers* regroupés au sein de différentes organisations doivent être en mesure d'agir dans tous les secteurs de la vie locale : école, animation de quartier, conditions de transport, consommation, loisirs, promotions culturelles...

Il n'est pas vrai que les masses, dans l'état présent de leur information, se tournent spontanément vers les solutions les plus rationnelles et les plus satisfaisantes. Mais elles sont sensibilisées par les problèmes qui leur sont les plus proches. C'est pourquoi il faut ouvrir un dialogue permanent entre les urbanistes, les techniciens, les militants et la population.

III. LA MAÎTRISE DE LA GESTION

Lorsque les partisans de la transformation socialiste soulignent la nécessité de mettre fin à la prédominance de la propriété privée des moyens de production, les « réformateurs » déclarent qu'ils sont victimes de tabous idéologiques. La *question de la propriété* est, selon eux, une question

tout à fait secondaire. Cependant, on la rencontre dès qu'on évoque les problèmes des mutations professionnelles, de la formation permanente, de la santé, du logement ou de l'environnement. Et lorsqu'on aborde ceux du *pouvoir dans l'entreprise* et, d'une façon générale, dans le système de l'économie, il est absolument impensable de l'ignorer.

On a observé que, dans le système capitaliste, le pouvoir s'exerçait de plus en plus souvent à deux niveaux : celui des *groupes financiers* qui contrôlent les participations « hégémoniques » (mais pas nécessairement majoritaires) dans les sociétés et celui des *managers* qui ont la charge quotidienne de la gestion. Dans le cas des entreprises du secteur public, ces rôles sont tenus respectivement par l'appareil ministériel et par les hauts fonctionnaires (ou les technocrates) qui sont placés sous sa dépendance. Tous les efforts entrepris pour faire participer les travailleurs à ce pouvoir ont abouti à des échecs. C'est que cette *participation* est contraire à la nature des choses. Les salariés ne possèdent pas les moyens financiers qui leur permettraient d'acquérir les fameuses positions hégémoniques et la division entre tâches de direction et tâches d'exécution ne leur donne pas la possibilité d'exercer des fonctions responsables.

L'étatisation des moyens de production ne met pas fin à cette situation de subordination. Le travailleur demeure un salarié ; il continue à vendre sa force de travail et le contrôle de la plus-value qui est prélevée sur ce travail lui échappe. Aussi bien l'étatisation généralisée de l'économie ne conduit pas au pouvoir des travailleurs mais à l'apparition d'une nouvelle couche sociale dominante.

C'est pourquoi on oppose souvent à cette appropriation étatique ce qu'on appelle *l'appropriation sociale*, c'est-à-dire l'appropriation par la société tout entière se confondant avec la communauté des producteurs immédiats. Malheureusement, cette forme d'appropriation demeure irréalisable dans la période historique présente. La socialisation juridique ne peut être que la sanction de la socialisation réelle des forces productives. Or, cette socialisation n'a atteint nulle part un degré tel que l'on puisse songer à gérer les multiples unités qui forment le tissu économique d'une nation comme s'il s'agissait des différents ateliers d'une même entreprise. La diversité des unités économiques implique l'existence des rapports marchands ; les produits demeurent des marchandises et la force de travail elle-même est l'objet d'un échange.

Pour dépasser l'opposition que nous avons jusqu'à présent connue entre la propriété privée (liée à la domination capitaliste) et la propriété étatique (liée à celle de la bureaucratie), il n'existe qu'une voie : celle qu'offre la réalisation de formes variées de collectivisation correspondant aux différents degrés atteints par la socialisation des forces productives. Il s'agit, pour l'essentiel, de transformer en unités collectives autonomes les unités économiques que la concentration capitaliste a formées et aussi, bien entendu, de créer à partir des possibilités techniques existantes de nouvelles unités collectives autonomes.

Il ne sera pas nécessaire de nationaliser des secteurs entiers. Il faudra, en revanche, s'assurer la maîtrise des firmes dominantes dans leurs branches et des firmes appartenant aux secteurs clés de l'économie.

Ces entreprises seront placées sous l'autorité d'un *conseil élu* qui, dans un premier temps, remplira les fonctions actuellement dévolues au conseil d'administration et au conseil de surveillance. Cette transformation ne mettra pas fin au phénomène des managers et des technocrates qui pourraient même voir leurs pouvoirs accrus si l'élection du conseil ne s'accompagnait pas de l'instauration d'une série de *contrôles* opérés par les travailleurs, contrôle des conditions de travail et de l'échelle des rémunérations, information complète sur la marche de l'entreprise, droit de veto à l'égard de certaines décisions, etc. L'extension de ces mesures contribuera à transformer toutes les méthodes de direction et de commandement.

Les problèmes du contrôle ne se poseront évidemment pas de la même manière dans toutes les entreprises. Une centrale atomique et une fabrique de meubles ne disposeront certainement pas de la même marge d'autonomie. Dans un petit nombre d'unités industrielles et sans doute un nombre plus important de coopératives de production agricole, des expériences d'*autogestion* directe pourront être entreprises et favorisées. Mais la notion même d'autogestion ne peut être enfermée dans le cadre étroit de l'entreprise.

Le socialisme démocratique refuse la gestion administrative de l'économie et pour cela il défend l'autonomie de gestion des unités de production, de transformation et de commercialisation. Mais il refuse également *l'égoïsme d'entreprise* qui tend à réserver à une collectivité restreinte la plus grande part des profits réalisés. Aussi souligne-t-il la nécessité d'une *planification* réalisée avec souplesse aux niveaux commu-

nal, régional et national mais disposant de puissants moyens d'intervention :

- moyens d'information,
- moyens fiscaux,
- contrôle du crédit,
- contrôle de la publicité.

Chaque entreprise devra être rattachée à un des échelons de la planification. Cela sera relativement facile pour les unités collectivisées. Cela posera des problèmes pour les entreprises qui, dans la période de transition, conserveront un *statut privé*. Il faudra mettre au point un *système de contrats à moyen terme* entre ces entreprises, les entreprises collectivisées de leur secteur et les organismes de la planification. Il sera d'autre part nécessaire de faciliter la transformation du secteur du *petit commerce* et de *l'artisanat* ainsi que la mutation du *secteur agricole*.

Le néo-capitalisme a adopté à l'égard de ces secteurs une politique globale qui, pour assurer son développement sur le plan international et tenter de réaliser l'intégration d'une partie de la classe ouvrière et des nouvelles classes moyennes, met en cause les alliances traditionnelles de la bourgeoisie. A cette politique globale les forces socialistes doivent apporter une *réponse globale*.

Les forces socialistes doivent affirmer clairement qu'elles acceptent les conséquences du progrès technique en agriculture qui peut libérer le paysan de servitudes inhumaines et assurer un développement considérable de la production en abaissant de façon très importante le prix de revient. Refusant l'intégration des paysans par les trusts alimentaires, elles doivent préconiser l'organisation collective des petits producteurs indépendants (la même solution peut être adoptée pour le com-

merce et l'artisanat). Dans cette perspective, un certain nombre de décisions pourraient être prises ;

– *Statut de la terre*. L'objectif est la socialisation progressive et librement consentie des terres agricoles qui mettra fin à l'anarchie actuelle du marché foncier. Pour y parvenir, il faut créer des sociétés foncières gérées par le syndicalisme paysan, les municipalités et l'Etat, établissant le contrôle de la collectivité sur les terrains, disposant d'un droit de préemption et louant les exploitations par des baux à long terme selon des critères sociaux et de compétence professionnelle ;

– Cette nouvelle exploitation doit être intégrée dans un *ensemble coopératif*, cogéré par les producteurs et par les ouvriers, qui contrôlera l'ensemble du processus de fabrication des biens alimentaires. L'intégration coopérative doit aboutir à une gestion commune par l'ensemble des travailleurs intéressés en liaison avec les autres secteurs ;

– Les productions doivent être *planifiées* par région dans le cadre de la planification globale (nationale et européenne). Les problèmes de la surproduction seront réglés par un arbitrage national entre les programmes régionaux et par l'autodiscipline des travailleurs associés dans leurs coopératives ;

– Une politique régionale de l'emploi doit favoriser l'implantation, dans les zones essentiellement rurales, d'entreprises industrielles créatrices d'emplois et pour lesquelles les coûts de transport sont marginaux ;

– Enfin, les paysans devront pouvoir accéder dans les mêmes conditions que le reste de la population à la culture, à l'enseignement et la protection sociale.

IV. L'ORGANISATION DE LA DÉMOCRATIE

Le socialisme que nous voulons est le *socialisme démocratique*. Dans la tradition du socialisme réformiste, la démocratie économique doit venir « compléter » une démocratie politique que l'on identifie aux institutions parlementaires. Selon le projet léniniste (abandonné aujourd'hui par les partis communistes français et italien), ces institutions, inséparables de la domination politique et idéologique de la bourgeoisie, doivent être remplacées par une pyramide d'organismes dont le mode de désignation doit être aussi proche que possible de la démocratie directe.

En fait, les partis réformistes n'ont jamais pu obtenir que des majorités faibles, précaires et conditionnelles qui ne permettaient pas de remettre en cause la prédominance capitaliste, cependant que les partis léninistes s'assuraient pour eux-mêmes tout le pouvoir, ne laissant se manifester que des caricatures de démocratie directe ou des caricatures de parlementarisme, comme les assemblées soviétiques.

C'est que le réformisme social et aussi bien le néo-stalinisme laissent de côté l'essentiel :

— la démocratie socialiste consiste à gérer *tous* les mécanismes de la Société, et non seulement ceux de *l'Etat*,

— elle consiste, en outre, à changer *non seulement les institutions* mêmes de la société, mais la *manière* dont le citoyen vit la démocratie.

Pour gérer les mécanismes de la société, l'intervention populaire doit s'opérer

sans coupure depuis le niveau le plus proche des citoyens :

- l'entreprise,
- la coopérative,
- le village,
- le quartier,
- l'école,

jusqu'au niveau national.

Il n'est pas utile ici d'en fixer l'organisation : tantôt ce sera la *démocratie directe*, par assemblée générale ou par référendum (le vote à main levée, propice aux manipulations et à l'intimidation, doit être rejeté) ; tantôt ce sera la *démocratie par élection*, dans :

- les conseils d'entreprise,
- les conseils de ville,
- les conseils de département,
- les assemblées régionales,
- les assemblées nationales.

Pour changer également la manière dont le citoyen vit la démocratie (et non seulement changer les institutions), la participation doit s'exprimer à travers des pratiques permanentes donnant à chacun le *goût*, l'envie et les *moyens* de s'exprimer et de se déterminer. C'est pourquoi il faut développer les capacités d'initiative des citoyens, ce qui implique :

— la *décentralisation des décisions* et du contrôle, et les moyens appropriés de le faire, afin que les élus ne soient pas tentés de confisquer la décision ;

— la *participation* des citoyens, là où ils vivent, à la gestion de leur habitat et de leurs équipements ainsi qu'à l'élaboration des plans d'urbanisme ;

— l'*apprentissage* des responsabilités collectives et l'information civique et économique permanente ;

— la *reconnaissance effective* de l'intérêt présenté par les groupes dans la vie sociale, économique et politique, en

leur attribuant les moyens en *locaux*, en *matériel* et en *sources de documentation*.

Dans tous les cas, trois grands principes doivent être observés :

a) Pour que le pouvoir soit décentralisé au maximum, chaque organisme ou chaque cellule de base doit être doté de *toutes les compétences et de tous les moyens* adaptés à sa fonction, et compatibles avec l'intérêt de l'ensemble social ;

b) En contrepartie, aucune cellule de base et aucun organisme *ne peut prétendre* être isolé de l'ensemble. Il faut articuler entre eux tous les mécanismes démocratiques ; ainsi dans la même agglomération une entreprise pourra relever soit de la planification locale (dans les nouvelles communes), soit de la planification régionale, soit de la planification nationale ;

c) Il ne peut y avoir de confusion entre les niveaux de *pouvoir* et les niveaux de *représentation* : un débat régional n'a pas à être le sommet de débats cantonaux ni un débat national à se diluer en une série de débats régionaux. De même que les représentants communaux sont élus sur le plan de la commune tout entière, de même les représentants de la région doivent l'être sur celui de la région, et *ceux de la nation sur le plan national*, — ce qui rend aujourd'hui possible la puissance de la radio et de la télévision.

Ainsi peut être non seulement effacé le cadre actuel des circonscriptions parlementaires, mais aussi brisé le *système des notables*, né de l'émiettement des débats politiques sur la base d'intérêts locaux. Ces mêmes intérêts locaux n'y perdraient rien, mal défendus qu'ils sont dans le cadre d'institutions locales et départementales actuellement dotées de pouvoirs insuffisants.

Cette organisation générale n'est *nullement incompatible* avec l'existence d'organismes *consultatifs* composés de délégués d'assemblées élues : ainsi une Chambre des *régions* comprenant des représentants des assemblées régionales.

Pour l'heure, compte tenu des expériences socialistes dans le monde, le dépérissement de l'Etat demeure une hypothèse.

En tout état de cause, les organes centraux du pouvoir politique ne peuvent pas être supprimés pendant la période de transition vers le socialisme.

Mais il faut *rompre* avec la tradition jacobine qui a contaminé le mouvement ouvrier et qui a *identifié* régime démocratique et *régime d'assemblée*, souveraineté populaire et souveraineté d'assemblée.

En outre, il serait vain de nier qu'un *pouvoir exécutif fort* sera nécessaire pour la réalisation des réformes de structures.

C'EST POURQUOI il est inutile de remettre en cause au moins pendant la période de transition l'élection du président de la République au *suffrage universel direct*, mais il sera indispensable de *limiter* la durée du mandat présidentiel à cinq années, d'adopter la formule : «Un président, une assemblée, un plan», et d'équilibrer les pouvoirs du président et de l'assemblée en retirant au premier les prééminences abusives qu'il possède sur la seconde dans le système français actuel.

Il sera également indispensable de modifier le régime électoral du Parlement. Il faudra distinguer entre la fonction de *défense des intérêts* (géographiques, socio-professionnels, catégoriels) et la fonction *législative* (vote des lois et du budget, contrôle du gouvernement) : la première de ces deux

fonctions serait mieux remplie par la *Chambre des régions*, déjà citée, et qui jouerait un rôle important mais consultatif dans l'élaboration du Plan, aux côtés d'une chambre économique.

La seconde fonction serait dévolue à l'Assemblée nationale, dont les membres seraient élus dans le cadre national, comme il est indiqué plus haut.

La libre compétition des partis, la libre expressions des opinions, le pluralisme philosophique et religieux seront garantis. La stabilité du pouvoir socialiste ne peut résulter que de l'ampleur du renversement des rapports de forces sur le plan économique et social et de la réussite de l'expérience elle-même.

Seule une Constitution socialiste peut fixer :

a) *Les nouveaux pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise ;*

Ces pouvoirs devront être, comme nous l'avons dit, progressivement étendus. Nous ne devons cependant pas oublier que, durant toute la période de transition, il sera impossible de supprimer les contradictions qui résulteront de l'existence de rapports salariaux et du maintien de la division du travail entre tâches de direction et tâches d'exécution. *Le socialisme autoritaire cherche à étouffer ces contradictions. Le socialisme démocratique leur permettra de s'exprimer librement :* d'où l'importance décisive des syndicats et de leur autonomie réelle à l'égard de l'Etat et des organismes de gestion économique ainsi que le respect du droit de grève ;

b) *Quant à la nouvelle liberté de l'information*, elle n'aura rien à avoir avec la liberté des capitalistes de financer des journaux, des stations de radio ou de télévision ni avec la liberté

de l'Etat de s'en assurer le contrôle. La propriété des organes d'information doit revenir à des sociétés de journalistes, à des associations, syndicats, mouvements de pensée, groupements de citoyens, etc.

Une aide équitable doit être accordée au départ à chacune d'entre elles, mais aucune subvention ne doit la prémunir de l'échec.

Dans le cas de situations de quasi-monopoles (télévision, quotidiens régionaux), des possibilités d'expression doivent être garanties à tous les courants ; la gestion doit être assurée par des offices régionaux ou nationaux à composition tripartite (représentants de l'Etat ou des collectivités locales, représentants des usagers et lecteurs, représentants des journalistes et autres travailleurs des entreprises intéressées) ;

c) Un pouvoir socialiste ne saurait, enfin, faire l'impasse d'une politique militaire : il lui faudrait dissuader les grandes puissances et peut-être certains pays voisins d'intervenir dans les affaires du pays. Le principal élément de dissuasion ne peut être constitué ici par l'armement atomique, mais par l'existence d'une armée décidée à se battre et *identifiant la cause nationale et celle des conquêtes socialistes.*

L'armée française, brisée par l'épreuve des guerres coloniales, est une armée sans âme, sa valeur combattive ne dépasse probablement pas celle de la triste armée de 1940. Beaucoup de jeunes officiers s'accommodent mal de cette situation. Il serait ridicule de leur proposer le maigre idéal de la neutralité politique, de la réduction des crédits d'armement et du maintien de l'archaïque service militaire obligatoire. Ce qu'il s'agit au contraire de construire, c'est une armée prête à défendre les conquêtes du nouveau

régime social, dotée d'un armement efficace et s'appuyant sur un fort réseau de milices populaires.

V. LA PERSPECTIVE INTERNATIONALE

Trop souvent, des gouvernements se réclamant du socialisme ont, sous prétexte de réalisme, pratiqué une politique internationale aux antipodes de la pensée socialiste.

Sans contester la nécessité de compromis tenant compte du rapport des forces dans le monde à un moment donné, le premier devoir d'un gouvernement socialiste est de réaffirmer certains principes fondamentaux et d'y conformer le plus possible sa conduite.

Le but de toute politique extérieure socialiste est d'aider au développement du socialisme dans le monde tout en maintenant la paix et en assurant par une organisation internationale équilibrée et dotée de moyens efficaces, la coexistence et le développement des peuples.

C'est pourquoi un gouvernement socialiste sera solidaire des peuples luttant pour leur indépendance politique et économique (Vietnam, Cuba, Chili, etc.) et s'attachera à promouvoir une politique internationale qui assurera partout dans le monde l'organisation de zones d'équilibre et de paix.

Un gouvernement socialiste se maintiendra à l'écart des blocs, de leur politique d'hégémonie, de leurs alliances militaires. Cela ne suppose pas pour autant l'isolement. Il se cherchera des associés et des alliés soit de manière permanente, soit occasionnels, favorisera le développement des ensembles régionaux dans la mesure précise où cela pourra consolider la paix et ren-

forcer le socialisme. Il prendra ses distances avec les régimes d'oppression, il encouragera l'organisation de la vie internationale, la démocratisation et le renforcement de l'O.N.U., il sera l'animateur d'une stratégie mondiale de développement.

En Europe, une France socialiste tiendra compte du *Marché commun* tel qu'il existe, en cherchera l'élargissement maximum, tout en luttant contre l'emprise capitaliste et en favorisant toute transformation dans le sens du socialisme. C'est pourquoi il favorisera tout rapprochement, toute collaboration, toute unification de l'ensemble des forces ouvrières européennes, face à l'Europe du capital.

Il luttera pour la «socialisation européenne» des entreprises transnationales. Il recherchera l'intégration politique dans la mesure où elle pourra aller de pair avec le progrès du socialisme en Europe et l'affirmation de son indépendance à l'égard des deux grands empires.

Tant que ces objectifs ne seront pas atteints, il se réservera le droit de prendre toute mesure de sauvegarde contre les immixtions du capitalisme européen et mondial.

Une France socialiste considérera le développement du tiers monde comme la première urgence de notre époque. Elle en finira avec la politique de clientèles et des gouvernements fantoches. Elle cessera toute aide économique et militaire aux gouvernements qui pratiquent l'oppression raciale et coloniale et accordera son appui aux peuples et minorités qui luttent contre les survivances du colonialisme et du racisme.

Elle s'efforcera, en collaboration avec les pays intéressés, de mettre au point une théorie socialiste de dévelop-

pement et un modèle non calqué sur celui des pays industrialisés mais conforme aux conditions propres des pays intéressés, et en collaboration avec ceux-ci.

Elle luttera en collaboration avec les pays intéressés contre la balkanisation et s'efforcera de remplacer l'aide bilatérale par la coopération régionale et multinationale accordée à des organismes publics et contrôlés par les représentants des peuples. Elle développera tout spécialement la *coopération culturelle et technique* pour multiplier les moyens d'éducation et les cadres.

Elle aidera ces pays à se défendre contre les impérialismes, et favorisera tous les rassemblements des peuples décidés à lutter pour un développement intégral dans l'esprit de la Charte d'Alger de 1967.

Une France socialiste consacrera tous ses efforts contre la course aux armements. Elle renoncera à tous les moyens de destruction massive, ato-

mique, bactériologique, chimique et s'associera à toutes les nations prêtes à mener une action mondiale dans ce sens. Elle s'efforcera d'obtenir la condamnation universelle et la proscription de ces armes. Elle luttera tant sur le plan idéologique que politique ou diplomatique pour tous progrès vers le *désarmement général*.

L'évolution du monde moderne lance au socialisme un double défi. D'une part, la révolution des moyens d'information des masses et de communication accélère prodigieusement la mondialisation des situations et des problèmes. D'autre part, la majorité de l'Humanité se compose de petits peuples et de petites nations qui demandent à être défendus contre les agressions et les interventions des grands.

En combinant le maximum d'internationalisme à la défense permanente du droit à la vie et à l'indépendance de tous les peuples, le socialisme démocratique entend relever ce double défi.

En France, on le sait, la pensée socialiste a précédé l'existence d'un véritable mouvement ouvrier.

En se développant, celui-ci eut donc à se rallier à des doctrines qui, tout en lui accordant la plus grande importance, n'étaient pas le fruit directe de son expérience. Le ralliement ne se fit pas toujours sans difficultés, ni sans révoltes. L'anarcho-syndicalisme en est une preuve.

Ces circonstances historiques pèsent encore sur les rapports des organisations socialistes et du mouvement ouvrier. Le parti communiste a cru pouvoir réaliser une synthèse. Il a créé une organisation capable d'animer des actions de masse et liée elle-même à de puissantes forces syndicales. Il s'agit cependant d'une synthèse autoritaire et centralisatrice. Le parti prend le pouls des masses ; il suscite ou freine leur action ; mais, dans tous les cas, c'est lui qui entend conserver le contrôle et la direction.

Cette pratique est depuis longtemps mise en cause à la fois par des groupes d'intellectuels et par une fraction importante du mouvement ouvrier. Mais c'est dans les dernières années, et plus particulièrement depuis les événements de mai 1968, que les réactions anti-autoritaires et décentralisatrices se sont fait sentir en force. Le refus de se laisser imposer des solutions pré-établies ainsi que la volonté de partir des expériences de lutte, ont caractérisé le mouvement.

C'est là, indiscutablement, un facteur très positif, car très favorable au nécessaire renouvellement des idées,

des méthodes d'action et des objectifs. Le phénomène comporte cependant un danger et ce danger s'appelle le spontanéisme.

On ne doit pas oublier les leçons de mai 1968. Si formidable soit-il, tout mouvement de masse va à l'échec si aucune direction politique n'est capable de lui proposer une issue.

Il faut être bien naïf pour croire qu'un programme issu de commissions d'études peut suffire aux travailleurs. Mais il faut être quelque peu démagogue pour soutenir que le programme ne doit être que le résultat des différentes expériences accomplies à la base.

Un dialogue permanent est nécessaire. Or, le dialogue implique l'échange, mais aussi la proposition. C'est dans cette dialectique que s'inscrit notre démarche.

Les signataires de ce texte ont pris une part active aux batailles sociales et politiques de ces dernières années.

A l'exception de ceux qui étaient encore trop jeunes pour participer à ces combats, ils ont été au premier rang des luttes anticolonialistes. Aucun d'eux n'a été mêlé aux épisodes politiques qui ont abouti à la faillite de la IV^e République. Aucun d'eux n'a plié le genou devant le nouveau pouvoir instauré par de Gaulle. Aucun d'eux n'a accepté de faire silence sur les crimes du stalinisme.

Tous ont joué un rôle dans la naissance et le développement du courant du nouveau socialiste.

Paul Abela
René Arbeltier
Henri Aldebert
Pierre Antonini
André Auriacombe
Marcel Aubin
Claude Austin
Jean Bayard
Robert Blambert
François Borella
Claude Bourdet
Pierre Boisson
Jean-Louis Bardet
Paul Bosc
Roger Beaunez
Gérard Bécu
Jean-Claude Barigel
Christiane Bazille
Raymond Bernard
Michel Betrancourt
Charles Bolo
Jean-Paul Brachet
Daniel Cabouat
Catherine Cabouat
Camille Canonge
Lucie Canonne
Claude Colombani
Maurice Combes
Jacques Compère
Édouard Coulaud
Gaston Delepine
Jean-Claude Denis
Jacques Desmoulin
André Didier
Pierre Dupont
René Dupuy
Maurice Ferrier
Gilles Ferry
Berthe Fouchère
Alain Fouqué
Paul Fraisse
Albert Gariod
Michel Gond
Georges Gontcharoff
Maurice Genevoix
Pierre Girod
François Gourvennec
Yves Hervouët
Henri Hermand
Jean-Paul Illusie
Pierre Janin
Michèle Jequel
Antoine Jouffray
J.-F. Kesler

Paris
 Seine-et-Marne
 Val-de-Marne
 Hérault
 Seine-Saint-Denis
 Seine-Maritime
 Val-de-Marne
 Drôme
 Val-de-Marne
 Meurthe-et-Moselle
 Paris
 Pyrénées-Atlantiques
 Drôme
 Yvelines
 Hauts-de-Seine
 Essonne
 Paris
 Seine-Maritime
 Seine-et-Marne
 Essonne
 Loire-Atlantique
 Maine-et-Loire
 Gard
 Gard
 Hérault
 Maine-et-Loire
 Hauts-de-Seine
 Loiret
 Gard
 Rhône
 Maine-et-Loire
 Maine-et-Loire
 Charente-Maritime
 Drôme
 Oise
 Paris
 Drôme
 Hauts-de-Seine
 Oise
 Cher
 Hauts-de-Seine
 Seine-Maritime
 Loiret
 Hauts-de-Seine
 Drôme
 Maroc
 Maine-et-Loire
 Val-de-Marne
 Oise
 Paris
 Pas-de-Calais
 Gironde
 Maine-et-Loire
 Nièvre

Joseph Kipnis
Ernest Labrousse
Marc Lalane
D. Lacroix
Charles Lantheaume
Guy Leduc
Alfred Lagrue
Marcel Lebert
Gabriel Léotard
Bernadette de Léobardy
G. Lericq
G. Lusteau
Pierre Mabé
Jacques Mamet
Gilles Martinet
Alain Martinet
Georges Massieye
M. Menet
Albert Masseguin
René Modéré
Jean Monnier
Louis Moulinet
Max Nail
Roger Nataf
Roger Noulé
Dominique Ode
Daniel Palvadeau
Daniel Pigot
J.-C. Petitdemange
Jean Petite
Jean Picant
Charles Picant
Jean Pivasset
Lucien Peythieu
Ludget Pinet
Claude Perrot
Michel Poensin
Lucienne Pointier
Louis Pointier
Guy Poilvé
Jean-Louis Pontich
Léo Poupard
François Roch
Christiane Roch
Pierre Rault
Dr Marcel Raynaud
Michel Renvoisé
Jean Reynaud
Michel Rey
Bosco Ribar
René Rieu
Lucien Rioux
Pierre Ringuet
Robert Robin

Paris
 Paris
 Val-de-Marne
 Paris
 Drôme
 Meurthe-et-Moselle
 Loire-Atlantique
 Maine-et-Loire
 Savoie
 Paris
 Ardèche
 Loire-Atlantique
 Maine-et-Loire
 Drôme
 Paris
 Paris
 Bouches-du-Rhône
 Maine-et-Loire
 Gard
 Val-de-Marne
 Maine-et-Loire
 Paris
 Paris
 Essonne
 Paris
 Drôme
 Loire-Atlantique
 Hauts-de-Seine
 Haut-Rhin
 Calvados
 Hauts-de-Seine
 Hauts-de-Seine
 Bouches-du-Rhône
 Seine-et-Marne
 Hérault
 Val-de-Marne
 Savoie
 Seine-Maritime
 Seine-Maritime
 Val-de-Marne
 Essonne
 Var
 Ardèche
 Ardèche
 Val-de-Marne
 Yvelines
 Hauts-de-Seine
 Loiret
 Hauts-de-Seine
 Paris
 Maine-et-Loire
 Essonne
 Val-de-Marne
 Maine-et-Loire

Jean Rous	Hauts-de-Seine	Jean-Paul Tranchant	Seine-et-Marne
Geneviève Salles	Seine-Maritime	Jean Trouvat	Essonne
Roger Secher	Maine-et-Loire	Robert Varinier	Loire
Georges Schapira	Paris	Marcel Ville	Oise
François Serday	Hauts-de-Seine	Juliette Ventre	Hérault
Laurent Schwartz	Paris	Bernard Voirin	Pyrénées-Atlantiques
Christian Schu	Charente-Maritime	Gérard Weill	Meurthe-et-Moselle
Gustave Stern	Hauts-de-Seine	Annick Weingart	Paris
Simon Sutour	Gard	Léo Weingart	Paris
Yves Tavernier	Essonne	Marguerite Wünscher	Meurthe-et-Moselle
Jacques Tanguy-le Gac	Pyrénées-Atlantiques	Raphaël Zerboni	Var
Robert Thidet	Seine-et-Marne		

Ce texte a été élaboré au cours d'une réunion tenue à Paris les 23 et 24 octobre 1971. Des militants qui n'avaient pu participer à cette rencontre l'ont approuvée sous réserve de quelques points secondaires.

Nous avons pensé que, dans la situation où se trouvent présentement les partisans du socialisme en France, le plus urgent était d'apporter des réponses à un certain nombre de problèmes de fond. Ce n'est pas que nous négligions les questions de tactique. Mais ces questions ne peuvent être tranchées que dans le cadre d'une organisation et notre objectif n'est pas d'en créer une nouvelle. Notre initiative ne s'arrête pas cependant à la publication de ce texte. Elle est destinée à ouvrir et à alimenter un débat. Nous avons donc besoin à la fois des critiques et de l'aide de tous ceux qui liront ce texte et participeront à sa diffusion.

Les lettres devront être adressées à Georges Gontcharoff, 29, rue de la Paix, 92-Colombes, les mandats à Josseline Ribar, CCP Paris 15.796-73.